

ÉCONOMIE ■ Élus et salariés défendent la cause de l'entreprise qui emploie 96 personnes à Pithiviers

Une délégation spéciale pour sauver l'usine Isochem

Le ministère chargé de l'industrie vient d'assurer qu'il va suivre de près le dossier Isochem.

Hier, une délégation spéciale se rendait à Paris pour évoquer l'avenir du groupe, placé en redressement judiciaire. Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret (PS), Marianne Dubois, députée de la 5^e circonscription (LR), et des représentants des salariés (venus de Pithiviers notamment) ont été reçus à Bercy.

Pendant 1 h 30, élus et employés ont exposé la situation



HIER. La députée Marianne Dubois (en violet) aux côtés du sénateur Jean-Pierre Sueur (à droite) et de représentants des salariés.

de l'entreprise menacée auprès de Xavier Merlin, qui représentait le ministre de l'Économie et des Finances. À ses côtés se trouvaient également d'autres hauts fonctionnaires chargés des entreprises.

Trouver une solution

Les représentants ont donc assuré qu'ils allaient suivre de près la procédure en cours. Par ailleurs, ils promettent de s'impliquer totalement pour qu'une solution industrielle (et pas seulement financière ou bancaire)

soit trouvée afin d'assurer la pérennité et le développement du groupe. Pour rappel, celui-ci emploie 285 personnes, dont 96 du côté du pôle chimie fine de Pithiviers.

Le rendez-vous a aussi été l'occasion d'apprendre que, suite à la procédure de redressement judiciaire, une « data room » était ouverte depuis une semaine. Elle se trouve mise à la disposition des repreneurs potentiels. L'ensemble des offres sera examiné en septembre. ■

Julien Pépinot